

**Mme le Président:** Pour mettre une telle motion en délibération, il faut obtenir le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### L'ÉNERGIE

L'ESSENCE—L'UTILISATION PAR LES NON-CANADIENS—  
RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Harvie Andre (Calgary-Centre):** Madame le Président, j'invoque les dispositions de l'article 43. Les derniers chiffres publiés par Statistique Canada nous apprennent qu'en avril 1980, 1,000,180 automobilistes américains sont venus au Canada pour moins d'une journée, soit une hausse de 53 p. 100 par rapport à avril 1979.

Comme il ne fait aucun doute que ces automobilistes viennent au Canada pour remplir leur réservoir avec de l'essence subventionnée par les contribuables canadiens, ce qui représente une charge de plus de 100 millions de dollars par an pour les contribuables, et que les lignes aériennes étrangères, les camionneurs et les armateurs de navires étrangers font très certainement la même chose, je propose, appuyé par le député de Perth (M. Jarvis):

Que la Chambre demande au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de faire une déclaration à l'appel des motions en ce qui concerne les meilleures estimations sur les sorties à l'étranger d'essence et d'autres carburants destinés aux transports, leur coût pour les contribuables canadiens et les projets, du gouvernement, s'il en a, pour remédier à cette situation.

**Mme le Président:** La présentation d'une motion pareille requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

\* \* \*

### LES JEUX OLYMPIQUES

ON DEMANDE DE DÉCOURAGER LA PARTICIPATION AUX JEUX  
DE MOSCOU—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Joe Reid (St. Catharines):** Madame le Président, j'invoque également les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente et d'une pressante nécessité.

Étant donné que le gouvernement actuel a retardé de presque trois mois l'annonce de sa participation au boycottage des Jeux olympiques de Moscou, afin de déterminer l'appui international qu'il recevrait, et que le Canada n'a décidé d'y participer qu'après que 53 autres pays eurent déjà décidé de le faire, il me semble étrange que, dans le cadre d'une entrevue radiophonique à la station Europe 1 le premier ministre (M. Trudeau) ait pu critiquer le boycottage en le qualifiant d'insuffisant et de trop tardif. Je propose donc, appuyé par le député de Simcoe-Sud (M. Stewart):

● (1415)

Que la Chambre fasse bien comprendre au premier ministre que le gouvernement pourrait rendre plus efficace le boycottage des Jeux olympiques s'il

### Questions orales

s'employait de façon directe et positive à décourager toute participation aux Jeux de Moscou.

**Mme le Président:** Une motion de ce genre exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Une voix:** C'est Mark MacGuigan qui a dit non.

\* \* \*

### LA CHAMBRE DES COMMUNES

LE RETOUR DU GREFFIER DE LA CHAMBRE

**Mme le Président:** Avant de commencer la période des questions, les députés voudront sans nul doute se joindre à moi pour dire à M. Koester à quel point nous sommes heureux de le revoir enfin parmi nous.

**Des voix:** Bravo!

### QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'ÉNERGIE

LA BANQUE NATIONALE DE L'ÉNERGIE—LE FINANCEMENT—LE  
PROLONGEMENT DU GAZODUC JUSQU'ÀUX MARITIMES

**L'hon. Bill Jarvis (Perth):** En l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, madame le Président, peut-être conviendrait-il que je pose mes questions au ministre des Finances.

À l'occasion de l'émission «Question Period» diffusée sur le réseau national, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré en fin de semaine qu'il avait présenté une proposition énergétique comportant des «dispositions identiques à celles que présentait le budget conservateur du 11 décembre».

C'est vraiment beaucoup dire que de parler d'identité entre un projet d'établissement d'un prix pour trois mois et un programme énergétique de quatre ans; je demanderai néanmoins au ministre des Finances si la proposition de son collègue prévoyait le financement d'une banque nationale de l'énergie, compte tenu du fait que notre budget de décembre prévoyait le financement d'une institution aussi importante au montant de 1.7 milliard de dollars étalé sur une période de quatre années.

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je crois pouvoir dire que la proposition qu'a présentée le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'était pas aussi détaillée et complète que ne l'était le programme global prévu au budget de décembre, sans parler de la banque de l'énergie.

**Une voix:** Vous avez dit que votre proposition était identique.